



CHAPITRE 80

CHAPTER 80

Loi prolongeant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires

An Act to prolong the Act to promote conciliation between lessees and property-owners

[Sanctionnée le 5 novembre 1968]

[Assented to 5th November 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1950/51,
c. 20,
prolongé.

1. L'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), modifiée par les lois 15-16 George VI, chapitre 17; 1-2 Elizabeth II, chapitres 9, 10 et 11; 2-3 Elizabeth II, chapitres 12 et 13; 3-4 Elizabeth II, chapitre 7; 4-5 Elizabeth II, chapitre 17; 5-6 Elizabeth II, chapitres 28 et 64; 6-7 Elizabeth II, chapitre 7; 7-8 Elizabeth II, chapitres 7 et 37; 8-9 Elizabeth II, chapitre 88; 9-10 Elizabeth II, chapitres 8 et 94; 10-11 Elizabeth II, chapitre 56; 11-12 Elizabeth II, chapitre 60; 12-13 Elizabeth II, chapitre 68; 13-14 Elizabeth II, chapitre 79; 14-15 Elizabeth II, chapitre 19; 15-16 Elizabeth II, chapitre 83, et 17 Elizabeth II, chapitre 79, est prolongée jusqu'au 30 avril 1970.

1. The application of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (14-15 George VI, chapter 20), amended by the acts 15-16 George VI, chapter 17; 1-2 Elizabeth II, chapters 9, 10 and 11; 2-3 Elizabeth II, chapters 12 and 13; 3-4 Elizabeth II, chapter 7; 4-5 Elizabeth II, chapter 17; 5-6 Elizabeth II, chapters 28 and 64; 6-7 Elizabeth II, chapter 7; 7-8 Elizabeth II, chapters 7 and 37; 8-9 Elizabeth II, chapter 88; 9-10 Elizabeth II, chapters 8 and 94; 10-11 Elizabeth II, chapter 56; 11-12 Elizabeth II, chapter 60; 12-13 Elizabeth II, chapter 68; 13-14 Elizabeth II, chapter 79; 14-15 Elizabeth II, chapter 19; 15-16 Elizabeth II, chapter 83, and 17 Elizabeth II, chapter 79, is prolonged until the 30th of April 1970.

1950/51,
c. 20,
prolonged.

Id., s. 37,
remp.

2. L'article 37 de ladite loi, remplacé par l'article 97 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 8 et par l'article 5 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 94, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 37 of the said act, replaced by section 97 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 8, and by section 5 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 94, is again replaced by the following:

Id., s. 37,
replaced.

Deniers
requis.

« **37.** Les deniers requis pour la mise en application de l'article 33a sont pris à même le fonds consolidé du revenu; les

« **37.** The moneys required for the carrying out of section 33a shall be taken out of the consolidated revenue fund;

Sums
required.

autres dépenses encourues pour la mise en application de la présente loi sont payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature. »

the other expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.”

1950/51,
c. 20, s.
38, mod.

3. L'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 17, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 28, par l'article 9 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 88, par l'article 6 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 94, par l'article 13 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 56, par l'article 6 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 60, par l'article 3 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 68, par l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 79, par l'article 3 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 19, par l'article 3 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 83, et par l'article 10 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 79, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le millésime « 1969 » par le millésime « 1970 ».

3. Section 38 of the said act, amended by section 16 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 9, by section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 12, by section 6 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 7, by section 3 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 17, by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 28, by section 9 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 7, by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 7, by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 88, by section 6 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 94, by section 13 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 56, by section 6 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 60, by section 3 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 68, by section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 79, by section 3 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 19, by section 3 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 83, and by section 10 of the act 17 Elizabeth II, chapter 79, is again amended by replacing the number “1969” in the last line by the number “1970”.

Prolonga-
tion auto-
matique.

4. Sous réserve des articles 23, 25, 26a, 29b, 29c et 29d de ladite loi, tout bail, prolongé par un administrateur ou par la commission en vertu de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, ou par l'effet de l'article 11 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 79, ou passé, renouvelé ou prolongé du consentement des parties ou par la tacite reconduction en vertu du Code civil, pour une période se terminant le trente avril 1969, ou entre cette date et le trente avril 1970, sera à l'expiration de son terme prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au trente avril 1970.

4. Subject to sections 23, 25, 26a, 29b, 29c and 29d of the said act, every lease prolonged by an administrator or by the Commission under the Act to promote conciliation between lessees and property-owners or by the effect of section 11 of the act 17 Elizabeth II, chapter 79, or made, renewed or prolonged by consent of the parties or by tacit renewal under the Civil Code, for a period expiring on the thirtieth of April 1969, or between such date and the thirtieth of April 1970, shall, at the expiration of the term thereof, be automatically prolonged, on the same conditions, to the thirtieth of April 1970.

Demande
spéciale
ou avis.

Toutefois, cette prolongation automatique n'aura pas lieu si, au plus tard le trente et un mars 1969 dans le cas d'un bail expirant le trente avril 1969, ou au plus tard trente jours avant l'expiration du bail dans tout autre cas, le locataire fait une demande spéciale de prolongation

Nevertheless, such automatic prolongation shall not take place if, not later than the thirty-first of March 1969 in the case of a lease expiring on the thirtieth of April 1969, or not later than thirty days before the expiration of the lease in any other case, the lessee makes a special appli-

Automatic
prolonga-
tion.
Special
applica-
tion or
notice.

de bail avec ou sans modification de loyer, ou si le locateur ou le locataire donne, par écrit, à l'autre partie, avis de son intention de ne pas prolonger ce bail.

Location
par em-
ployeur à
employé.

La prolongation automatique décrétée par le premier alinéa du présent article n'a pas lieu dans le cas d'une maison louée par un employeur à son employé ou à une personne qui l'était lors de la passation du bail.

Demande
après
avis.

5. Lorsqu'un avis visé par le deuxième alinéa de l'article précédent a été donné par le locateur, le locataire doit, s'il désire obtenir une nouvelle prolongation de bail, en faire la demande à l'administrateur avant le premier avril 1969, si l'avis du locateur lui a été donné le vingt mars 1969 ou auparavant, et dans les dix jours de cet avis, s'il lui a été donné après le vingt mars 1969.

Délai
étendu.

Toutefois, si cet avis a été donné au locataire plus de soixante-dix jours avant l'expiration du bail, dans le cas où celui-ci expire après le trente juin 1969, le délai dans lequel le locataire peut faire une demande de prolongation de bail est prolongé jusqu'au soixantième jour avant l'expiration du bail.

Tacite
recon-
duction
exclue.

6. La prolongation d'un bail en vertu de l'article 4 exclut la tacite reconduction.

Présomp-
tion.

Tout bail passé, prolongé ou renouvelé, de quelque manière que ce soit, pour une période se terminant le trente avril 1969, ou entre cette date et le trente avril 1970 et qui, à l'expiration de son terme, sera continué sans opposition de la part du locataire, sera réputé avoir été prolongé automatiquement en vertu de l'article 4 et non par tacite reconduction.

Loyer
continué.

7. Dans le cas d'un bail expirant après le trente avril 1969, le loyer fixé par un administrateur ou par la Commission des loyers, en vertu de l'article 29b, de l'article 29c ou de l'article 29d de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, est prolongé jusqu'au trente avril 1970, ou jusqu'à la fin de ce bail lorsqu'il expire avant cette date, à moins que le locateur ou le locataire ne s'adresse à l'administrateur pour obtenir une nou-

cation for prolongation of the lease, with or without a change of rent, or the lessor or the lessee gives the other party written notice of his intention not to prolong the lease.

The automatic prolongation effected by the first paragraph of this section shall not take place in the case of a house rented by an employer to his employee or to a person who was his employee when the lease was made.

Employer
and em-
ployee.

5. When a notice contemplated by the second paragraph of the preceding section has been given by the lessor, the lessee, if he wishes to obtain a new prolongation of his lease, must apply therefor to the administrator before the first of April 1969, if the lessor's notice was given to him on or before the twentieth of March 1969, and within ten days of such notice, if it was given to him after the twentieth of March 1969.

Applica-
tion after
notice.

However, if such notice has been given to the lessee more than seventy days before the expiration of the lease, when the latter expires after the thirtieth of June 1969, the delay during which the lessee may apply for a prolongation of the lease is extended to the sixtieth day before the expiration of the lease.

Delay
extended.

6. The prolongation of a lease under section 4 excludes tacit renewal.

Tacit
renewal
excluded.

Every lease made, prolonged or renewed, in any manner whatsoever, for a period expiring on the thirtieth of April 1969, or between such date and the thirtieth of April 1970, and which at its expiration is continued without objection on the part of the lessee, shall be deemed to have been automatically prolonged under section 4 and not by tacit renewal.

Presump-
tion.

7. In the case of a lease expiring after the thirtieth of April 1969, the rent fixed by an administrator or by the Rental Commission, under section 29b, 29c or 29d of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, is continued until the thirtieth of April 1970, or until the end of such lease when it expires before such date, unless the lessor or the lessee applies to the administrator for a new fixing of rent, by producing his ap-

Rent con-
tinued.

velle fixation de loyer, en produisant sa demande et en la faisant signifier à l'autre partie au plus tard le trente et un mars 1969.

plication and having it served on the other party on or before the thirty-first of March 1969.

Réduction
de loyer.

8. Dans le cas de tout bail consenti pour un terme commençant après le trente avril 1968 et se prolongeant au-delà du trente avril 1969, moyennant un loyer établi quant à la période expirant le trente avril 1969, conformément à l'article 29*b*, à l'article 29*c* ou à l'article 29*d* de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, mais avec stipulation de paiement d'un loyer supérieur au-delà de cette période, le locataire peut, en en faisant la demande à l'administrateur avant le quinze avril 1969, obtenir la réduction de ce loyer au niveau du précédent, sauf toutefois la discrétion de l'administrateur de fixer un loyer plus élevé ou de maintenir le loyer accru, s'il juge le précédent insuffisant.

8. In the case of any lease made for a term commencing after the thirtieth of April 1968 and extending beyond the thirtieth of April 1969, for a rent fixed, as to the period expiring on the thirtieth of April 1969, in accordance with section 29*b*, 29*c* or 29*d* of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, but with provision for the payment of a higher rent after such period, the lessee, on applying therefor to the administrator before the fifteenth of April 1969, may obtain the reduction of such rent to the level of the former, subject however to the discretionary power of the administrator to fix a higher rent or to maintain the increased rent, if he deems the former rent insufficient.

Reduction
of rent.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le 1er décembre 1968.

9. This act shall come into force on the 1st of December 1968.

Coming
into force.